

Réponse pour le candidat Jean Luc MELENCHON

Madame, Monsieur,

Je vous remercie pour votre démarche et pour l'intérêt que vous portez à notre projet. Permettez-moi de rappeler tout d'abord la construction de notre programme, travail mené sur une année et dont les modalités rejoignent un de vos vœux : expression et participation citoyennes actives. Nous nous sommes appuyés sur la base du programme de 2012, « l'Humain d'abord ». Celui-ci a été amendé, enrichi par plus de 3000 contributions citoyennes et par de longues heures d'auditions (que l'on peut visionner sur le site jlm2017.fr) d'universitaires, de chercheurs, de syndicalistes et de militants associatifs. La version définitive a été validée par une assemblée de 1000 insoumis, tirés au sort et réunis en octobre à Lille. Le programme a ainsi pu être publié en décembre. Depuis, il s'est encore enrichi pour se décliner en quarante livrets thématiques.

Vos questions, par leur nombre et les thématiques abordées, demanderaient un très long exposé. Les réponses qui suivront se veulent à dessein synthétiques. Pour plus de précision, je vous invite à parcourir les livrets thématiques, tous consultables sur le site jlm2017.fr (consultation libre, ne requérant pas d'être inscrit sur le site).

Notre projet se fixe de répondre à trois urgences : démocratique, écologique et sociale.

- C'est donc le cœur de notre méthode de campagne qui préfigure la 6^e République que nous souhaitons mettre en place : chaque citoyen doit pouvoir participer à sa construction. Aussi, l'Assemblée Constituante qui sera convoquée aussitôt après les législatives, sera composée de citoyen n'ayant jamais exercé un mandat. Nous pensons en effet que la politique ne se résume pas au simple bulletin de vote mais doit engager la réflexion, l'action de chacun. Au terme de son travail, l'Assemblée soumettra son texte à un référendum. Nous proposons la révocabilité des élus, la signature d'une charte éthique (qui est déjà signée par les candidat-e-s de la France Insoumise aux législatives)
- La planification écologique constitue la colonne vertébrale de notre programme. Pourvoyeuse d'emplois, elle permet de répondre à l'urgence sociale. Citoyenne, elle participe à la démocratisation de notre pays. Nous proposerons de constitutionnaliser la « règle verte » (ne pas prélever à la nature plus que ce qu'elle peut régénérer) : ce sont tous nos modes de consommation et de production qu'il nous faut repenser. Nous nous fixons comme objectifs de sortir du nucléaire et de passer au 100% d'énergies renouvelables d'ici 2050, de lancer un plan de rénovation thermique de l'habitat (70 000/an), de relocaliser les productions, de privilégier l'agriculture biologique. Ce plan ambitieux sera source d'emplois et exigera également des formations spécifiques de haut niveau, comme les lycées maritimes que nous créerons dans chaque département du littoral. Il s'appuiera sur un large débat démocratique : un commissariat à la planification écologique sera créé, il synthétisera les contributions citoyennes et les expériences recueillies sur tout le territoire et proposera une loi de planification écologique et des lois de programmation par secteur.

- Nous pensons que le partage du travail doit s'effectuer par la diminution du temps de travail (voir plus bas sur le soutien aux PME). C'est pourquoi nous préconisons les 35h, le droit à la retraite à 60ans avec 40 annuités. Nous abrogerons la loi El Khomri, qui a ouvert la porte à une grave régression du droit du travail.
- Les PME seront soutenues par la création d'un pôle public bancaire offrant un financement de l'escompte à taux 0. Nous développerons l'ESS en reconnaissant le droit de préemption aux salariés pour former une coopérative dans le cas de fermeture ou vente de leur entreprise.
- Notre pays est riche et 1200 groupes français ont réalisé cette année des records de distribution de dividendes. Nous pensons qu'il faut répartir ces richesses. Notre programme propose l'impôt universel afin de lutter contre l'évasion fiscale, comme le pratiquent les Etats-Unis. Nous prévoyons de passer à un barème de 14 tranches pour rendre l'impôt plus progressif, cela permettra d'augmenter le niveau de vie des classes moyennes. Le SMIC sera augmenté de 15%, le point d'indice des fonctionnaires sera revu à la hausse.
- La santé a subi des mesures de libéralisation et privatisation ces dernières années. Les soins élémentaires ne sont plus remboursés qu'à 50%. Nous voulons sortir de ces logiques où les complémentaires santé se substituent peu à peu à la sécurité sociale. Notre programme prévoit un remboursement à 100% et la création d'un pôle public du médicament pour protéger la recherche de la finance et encadrer les prix.
- De la même manière, l'Ecole devra être préservée de toute tentative de privatisation et de dislocation : nous abrogerons la réforme des rythmes scolaires, qui alourdit les dépenses des familles, et la réforme du collège afin de conserver le caractère républicain de l'école, c'est-à-dire le même enseignement pour tous sur tout le territoire. Nous porterons la scolarité obligatoire à 18 ans, en refondant l'enseignement professionnel. Nous confirmerons la liberté pédagogique des enseignants souvent initiateurs de méthodes innovantes, trop peu reconnues aujourd'hui par l'institution.
- Pour mener à bien toutes ces mesures, nous devons sortir des logiques de restrictions budgétaires dictées par les traités européens. Aussi, nous renégocierons ceux-ci en misant sur l'importance de notre pays dans l'économie de l'Union. En cas d'échec, nous proposerons un plan B que nous soumettrons au vote du peuple.
- En matière de politique extérieure, nous pensons que nous devons sortir des spirales de guerre et redonner à la France son indépendance en sortant de l'OTAN. L'ONU nous semble la seule instance légitime à régler des conflits.

Notre programme est un projet de société qui s'articule donc autour de toutes ces thématiques. Il est résolument tourné vers l'avenir que nous voulons construire avec l'ensemble des citoyens et des citoyennes. Ces réponses, bien que succinctes, vous auront, je l'espère, éclairé sur sa dimension et sur son orientation.

Pour la France Insoumise,
Andrée Taurinya

